

quai. Les frais d'expédition sont à peu près équivalents à ceux de la Russie, mais le bois à pâte russe débarqué en France coûte un peu plus que le bois à pâte canadien.

Les députés pourront peut-être se demander pourquoi ces entreprises insistent pour acheter de la Russie alors qu'il est moins cher pour elles d'acheter notre bois à pâte. La réponse est simple: c'est qu'elles sont mieux traitées par les Russes que par les Canadiens. La Russie accepte leurs devises, alors que nous insistons pour obtenir des dollars. La Russie fait des affaires là où elle peut en faire et en se pliant aux conditions nécessaires pour en faire. Nous devons nous rendre compte que ces pays ne peuvent tout simplement pas acheter de nous avec les devises que nous persistons à exiger d'eux. Aussi longtemps que nous imposerons nos propres conditions, il est certain que ces dernières ne seront pas acceptées.

En outre, la Russie dispose de beaucoup plus d'agents entrepreneurs et compétents qui semblent donner aux pays acheteurs l'impression que tout ce qu'ils veulent, c'est faire des affaires et qu'ils mettront tout en œuvre pour y arriver. Au sujet de l'aluminium canadien, en particulier, ils disent catégoriquement: "Nous vendrons meilleur marché que le Canada, quels que soient les bas prix canadiens et l'abaissement qu'on leur fera subir." Autrement dit, ce sont de meilleurs maquignons, de meilleurs marchands, de meilleurs commerçants, et ils obtiennent des affaires pendant que nous perdons nos marchés.

De Paris, je me suis rendu à Londres. Grâce à notre haut commissaire, M. George Drew, je me suis entretenu avec plusieurs grands acheteurs de bois d'œuvre canadien, entre autres sir Edward Monkhouse, qui connaissent nos industries et notre pays presque aussi bien que nous et qui achètent de nous du bois d'œuvre depuis des générations, qui sont attachés au Canada et estiment notre peuple. C'est la même histoire: la Russie leur fournit les sciages. La Russie s'est approprié notre vieux marché des sciages, et l'Union soviétique fera tout ce qu'il faut pour obtenir des contrats et les garder.

Elle acceptera, par exemple, le versement en livres sterling et acceptera que l'acheteur établisse un billet à ordre à plusieurs mois, sans intérêt dans certains cas. Je le répète, les Russes déclareront sans ambages "nous sommes ici pour obtenir le marché des sciages et ferons tout ce qu'il faut pour ça". C'est ce que les acheteurs anglais de sciages nous disent; pour l'Union soviétique, c'est aussi simple que cela.

Quelle est la réaction de l'acheteur anglais de sciages? Il est tout simplement forcé d'acheter en Russie plutôt qu'au Canada, quels

que soient ses sentiments à l'égard d'une nation du Commonwealth. Nos programmes d'échanges le placent dans une situation telle qu'il ne peut refuser les avantages que lui offre le commerce avec l'Union soviétique, par rapport au commerce avec le Canada. En conséquence, dans une région comme celle que j'habite, où la vie des gens tient à la vente des sciages et du bois à pâte, la situation est très difficile. L'autre jour, l'un des ministres provinciaux du Travail a dit que, dans ma circonscription, la situation est pire que dans toute autre circonscription du pays, et il n'y a aucun doute qu'il disait vrai. Nous constatons déjà de façon concrète les résultats de la perte de nos marchés en faveur de la Russie et, dans une certaine mesure, en faveur de la Suède et de la Finlande. Je parle du bois à pâte et des sciages, qui sont, en somme, les produits que nous devons absolument vendre.

L'offensive commerciale de la Russie n'est évidemment pas la seule cause du chômage et des difficultés sans précédent qu'on observe dans ma circonscription; mais c'est une des principales causes. L'argent cher, en particulier, et notre politique monétaire en général, ajoutés à notre politique commerciale, ont largement contribué...

**Une voix:** Et votre gouvernement!

**M. Van Horne:** ... à cet état de choses.

J'ai vu récemment, dans ma circonscription, une famille dont les enfants devaient partir pour l'école sans déjeuner le matin. Une autre n'avait plus que six pommes de terre et pas un sou pour acheter quoi que ce soit. On trouve les mêmes conditions dans plusieurs villages, et il est tout naturel que ces gens s'inquiètent. L'autre jour, quelques-uns d'entre eux se sont presque soulevés à St-Quentin parce qu'ils n'avaient rien à manger et rien à faire. Quelques-unes de ces personnes jettent le blâme sur le gouvernement et une partie de leur critique n'est pas juste, dont celle d'un de mes commettants qui disait l'autre jour: "La pêche n'est pas bonne et il ne fait pas bien beau, c'est une époque difficile et ce sont les Conservateurs qui sont au pouvoir."

**Des voix:** Très bien!

**M. Van Horne:** Une bonne partie de leurs critiques ne sont pas justifiées, mais il incombe au gouvernement d'ouvrir les yeux et de prendre connaissance des faits. Dans plusieurs domaines, le gouvernement a pris des mesures audacieuses et a fait ce qu'il y avait à faire pour créer des emplois. Ainsi, dans le domaine des travaux publics, au cours des sept derniers mois, ce gouvernement-ci a, dans ma circonscription, fait plus que tous les autres gouvernements pris ensemble depuis la Confédération.